



Inflation vs pouvoir d'achat en Tunisie : Comprendre pour agir efficacement

Insaf Hkiri*

L'ASECTU n'endosse aucune responsabilité et les propos relèvent uniquement de l'auteur

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.



Un malaise lié au décalage entre prix et revenus : si l'inflation a ralenti en 2025 pour atteindre environ 5,4 %, le sentiment de cherté de la vie persiste, principalement en raison d'un écart durable entre la hausse des prix et la progression limitée des revenus.

Des pressions concentrées sur les dépenses essentielles : les prix de l'alimentation et des services continuent d'augmenter plus rapidement que la moyenne, affectant directement le pouvoir d'achat des ménages, notamment ceux du secteur privé non agricole.

Messages Clés

Une inflation en grande partie importée : dans un contexte de forte dépendance aux marchés extérieurs et aux contraintes de change, la maîtrise des prix reste structurellement limitée, rendant illusoire une stratégie exclusivement centrée sur leur compression.

La clé réside dans la croissance des revenus réels : préserver durablement le pouvoir d'achat suppose d'accélérer la transformation productive, la montée en gamme, l'innovation et la capacité des entreprises à créer davantage de valeur.

La logistique comme levier stratégique : la réduction des coûts logistiques, l'amélioration des infrastructures et la fluidité des échanges sont essentielles pour renforcer la compétitivité, soutenir les exportations à plus forte valeur ajoutée et générer des revenus plus élevés et durables, tout en protégeant les ménages vulnérables.

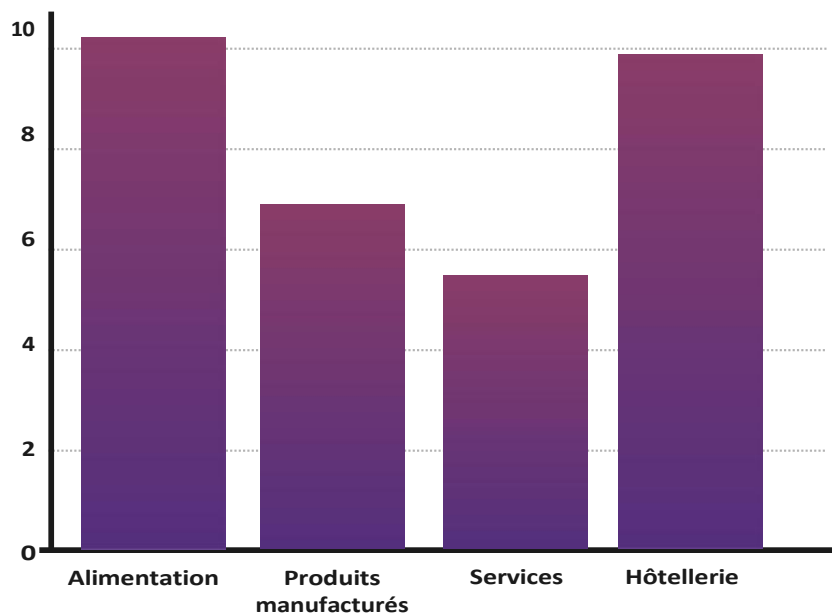
CONTEXTE ET IMPORTANCE DE L'ENJEU

Le taux d'inflation annuel en Tunisie en juillet 2025 est estimé à 5,3 %, légèrement inférieur aux 5,4 % de juin. Cette stabilité relative représente un niveau historiquement bas depuis 2021.

Cependant, certains segments de consommation restent particulièrement exposés : en juin 2024, l'alimentation a bondi de +10,2 %, les produits manufacturés de +6,9 %, et les services de +5,5 %. Dans les services hôteliers, les prix ont augmenté de +9,9 %.

L'écart entre la perception populaire de la cherté de la vie et les chiffres officiels peut créer un climat de défiance à l'égard des politiques publiques.

Graphique 1 : Inflation sectorielle en Tunisie, 2024



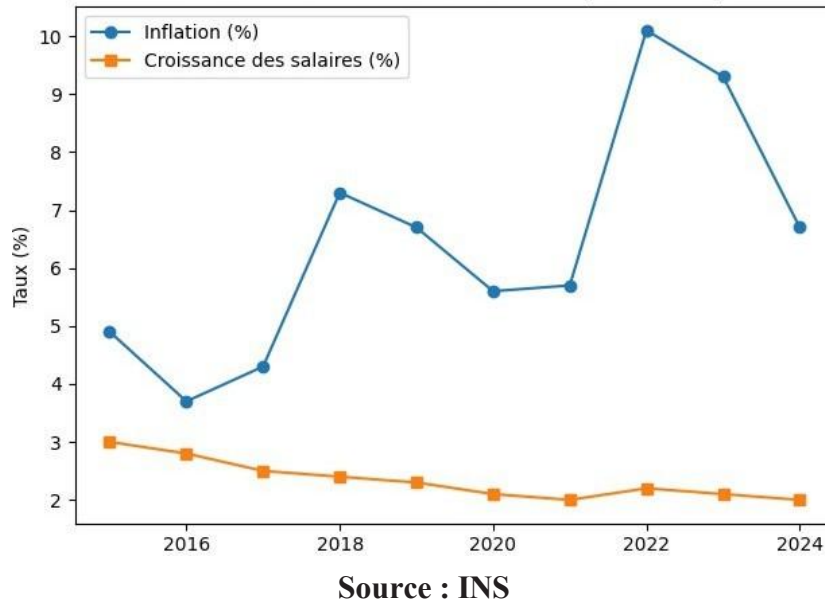
Source : INS

COMPRENDRE L'ÉVOLUTION DES PRIX DANS UN CADRE CONCEPTUEL

La dynamique de l'inflation est également influencée par la politique monétaire. Les décisions de la Banque centrale de Tunisie en matière de taux d'intérêt visent à contenir les pressions inflationnistes, mais peuvent aussi affecter l'investissement et, à terme, la capacité de l'économie à générer des revenus.

Une inflation modérée est normale dans les économies émergentes. En Tunisie, le taux fluctue dans une fourchette historique de 3 % à 7 %. Parmi les déterminants structurels : dépendance aux importations, volatilité du dinar, produits encadrés vs libres, et inflation sous-jacente. La littérature économique souligne que l'amélioration de la qualité des produits, les ajustements salariaux et les pressions extérieures composent les hausses de prix normales.

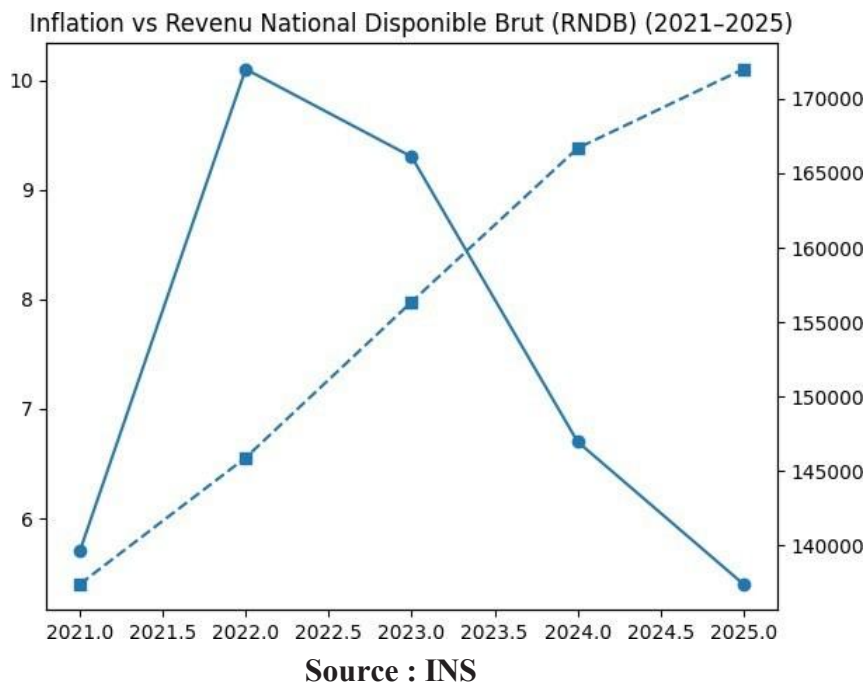
Graphique 2 : Inflation vs Croissance des salaires (2015–2024)



Ce graphique met en évidence un décalage croissant entre l'évolution de l'inflation et celle des salaires sur la période 2015–2024. Alors que l'inflation s'est accélérée, en particulier à partir de 2021 et avec un pic marqué en 2022, la croissance des salaires est restée faible et relativement stable, notamment dans le secteur privé non agricole. Ce différentiel persistant explique en grande partie l'érosion du pouvoir d'achat des salariés, même en période de ralentissement de l'inflation.

Il convient toutefois de souligner que le salaire ne constitue qu'une composante du revenu des ménages. Dans le contexte tunisien, le revenu global inclut également les revenus des indépendants, les revenus du capital et les transferts.

Graphique 3 : Inflation vs Revenu National Disponible Brut (RNDB) (2021–2025)



Ce graphique compare l'évolution de l'inflation à celle du Revenu National Disponible Brut (RNDB), qui constitue un indicateur du revenu global de l'économie. Contrairement aux salaires. L'analyse montre que, malgré le ralentissement progressif de l'inflation depuis 2023, la progression du revenu global demeure limitée. Cela confirme que le malaise du pouvoir d'achat ne s'explique pas uniquement par la dynamique salariale, mais plus largement par la faiblesse de la croissance des revenus.

Ce constat suggère que les politiques centrées exclusivement sur la maîtrise des prix ont une portée limitée sur le pouvoir d'achat réel. À court et moyen termes, l'enjeu central réside dans la capacité de l'économie tunisienne à générer des revenus plus élevés et plus dynamiques.

PERCEPTION VS RÉALITÉ : IMPACTS COMPORTEMENTAUX

Les consommateurs retiennent surtout les hausses marquantes (alimentation, énergie), ce qui alimente le sentiment d'une vie insoutenable. Ce biais peut réduire la consommation et fragiliser la croissance. En Tunisie, les protestations contre la hausse des produits alimentaires illustrent ce décalage entre perception et réalité macro-économique.

OPTIONS POLITIQUES POUR AMÉLIORER LA SITUATION

Limites des politiques de contrôle des prix

Dans une économie ouverte et dépendante des importations, les marges de manœuvre pour contenir durablement les prix sont structurellement limitées. Les politiques administratives de contrôle des prix peuvent atténuer temporairement certaines hausses, mais elles génèrent souvent des distorsions, des pénuries ou des coûts budgétaires élevés.

Développer les revenus comme levier principal du pouvoir d'achat

Une stratégie plus soutenable consiste à agir sur le dénominateur du pouvoir d'achat : les revenus. Cela implique :

- ★ la mise en œuvre d'une politique industrielle active, ciblée sur l'innovation, la R&D, l'adoption technologique et la montée en gamme productive ;
- ★ le repositionnement des exportations tunisiennes sur des segments à plus forte valeur ajoutée au sein des chaînes de valeur mondiales ;
- ★ le développement des services à haute valeur ajoutée, capables de générer des gains de productivité et des revenus plus élevés.

Cette stratégie de développement des revenus doit s'inscrire dans une logique de montée en complexité économique. À cet égard, l'amélioration de la performance logistique constitue un levier essentiel pour réduire les coûts, renforcer la compétitivité et faciliter l'intégration de l'économie tunisienne dans des segments à plus forte valeur ajoutée.

Accompagnement social et communication

Le développement des revenus doit être complété par :

- ★ des mécanismes de protection ciblée des ménages les plus vulnérables (indexation partielle, aides temporaires) ;
- ★ une communication économique claire permettant de distinguer inflation, cherté
- ★ de la vie et évolution du pouvoir d'achat.

RECOMMANDATIONS

- ★ Prioriser une stratégie nationale de développement des revenus, fondée sur l'innovation, la montée en gamme productive et l'intégration dans les segments à forte valeur ajoutée des chaînes de valeur.
- ★ Cette stratégie doit considérer l'ensemble des composantes du revenu, incluant les revenus du travail, les revenus des indépendants et les revenus du capital, mesurés notamment à travers le RNDB.
- ★ Recentrer le débat public sur la croissance des revenus réels plutôt que sur des objectifs de contrôle des prix difficilement soutenables à long terme.
- ★ La montée en complexité économique, soutenue par des investissements dans les infrastructures et la logistique, permettrait de renforcer durablement la création de valeur et la croissance des revenus réels.
- ★ Articuler les politiques sociales autour d'un ciblage plus efficace, protégeant les ménages vulnérables sans freiner les incitations à la création de valeur.
- ★ Mettre en place des outils de suivi et de communication (indicateurs revenus–prix– pouvoir d'achat) afin d'accompagner l'acceptabilité sociale des réformes structurelles.

CONCLUSION

Le pouvoir d'achat en Tunisie ne dépend pas uniquement de l'évolution récente de l'inflation, mais d'un décalage structurel entre la dynamique des prix et celle des revenus, entendus dans leur sens large. Au-delà des salaires, la capacité de l'économie à générer des revenus durables repose sur la création de valeur, la montée en complexité économique et l'amélioration de la performance logistique. Une action coordonnée entre politiques de revenus, politiques sociales ciblées et politique monétaire apparaît essentielle pour améliorer durablement le pouvoir d'achat.

BIBLIOGRAPHIE

Banque centrale de Tunisie. (2024). Rapport annuel 2024. Tunis : Banque centrale de Tunisie.

Banque mondiale. (2025). Tunisia Data. <https://data.worldbank.org/country/tunisia>

Fonds Monétaire International (FMI). (2025). Tunisia – Country Data. <https://www.imf.org/en/Countries/TUN>

Institut National de la Statistique (INS). (2025). Indice des prix à la consommation (IPC), séries 2024–2025. <https://www.ins.tn/statistiques/indice-des-prix-la-consommation-ipc>

Institut National de la Statistique (INS). (2024). Taux de croissance des salaires privés non agricoles (2022–2024). <https://www.ins.tn/statistiques/99>

Trading Economics. (2025). Tunisia Inflation Rate. <https://tradingeconomics.com/tunisia/inflation-cpi>

UNICEF. (2023). Impact de l'inflation sur la pauvreté et les dépenses réelles en Tunisie (2021–2023). Tunis : Bureau UNICEF Tunisie. <https://www.unicef.org/tunisia/media/7861/file/Impact%20Inflation%20%28Rapport%29.pdf>

asectu.contact@gmail.com
Résidence Yosr, Apt B5 Avenue Hédi Nouria, 2037 Enaser

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.